

MARCHÉ PUBLIC TRAVAUX

Réutilisation ou réhabilitation d'ouvrages de bâtiment

Annexe.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières_CCAP

ANNEXE - ARTICLE.10 PÉNALITÉS APPLICABLES AU TITULAIRE

MONTANT € HT	
PRÉPARATION DE CHANTIER	
Fourniture de l'attestation d'assurance « responsabilité civile », « décennale »	200 € par document et par jour calendaire de retard de fourniture dudit document
Retard dans la remise des PPSPS et la mise en application des dispositions correspondantes ou la levée des observations formulées par le coordonnateur Santé-Sécurité.	400 € par jour calendaire
Fourniture de tout document nécessaire à la cellule de synthèse.	200 € par document et par jour calendaire de retard de fourniture dudit document
Tout retard dans la présentation d'échantillons, prototypes et maquettes demandés à l'entrepreneur dans le but de procéder aux essais contractuels ou de choisir les matériaux ou matériels sera sanctionné par jour calendaire de retard.	200 € par jour calendaire
Réglementation liée à la protection des données à caractère personnel	50 € par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD.
En cas de préjudice constaté suite à une méconnaissance des existants	Suivant montant établi par l'OPC et le Maître d'œuvre en fonction du préjudice
Absence aux réunions de chantier, de synthèse ou de coordination. (Un retard supérieur à 15 (quinze) minutes est considéré comme une absence)	300 € par absence.
Retard dans l'achèvement des travaux	1/3 000 ^{ème} du montant total du Marché par jour calendaire avec un minimum de 200 € H.T.
Non-respect ou retard dans la mise en œuvre des obligations formulées par le Maître d'œuvre ou l'OPC ou le CSPS ou le CTC.	200 € par jour calendaire
Présence sur le chantier d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte, à savoir non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui	1000 € HT par jour d'infraction constatée et jusqu'à acceptation par le maître de l'ouvrage des sous-traitants auxquels il aura été irrégulièrement fait appel, ceci nonobstant les mesures coercitives prévues par le CCAG Travaux.
Défaut d'affichage des travailleurs détachés	1000 € HT pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

Non-respect du secret des affaires	1000 € par document divulgué
Non-respect ou retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier sur les délais et instructions donnés par l'OPC au fur et à mesure de l'avancement des travaux	200 € par jour calendaire
Nettoyement de la voirie, évacuation des gravats, déchets et déblais excédentaires.	200 € par jour calendaire
Absence ou défaut du nettoyage de chantier. Dans ce cas le nettoyage sera effectué par une entreprise spécialisée extérieure au chantier, aux frais des Corps d'État incriminés. Si ceux-ci ne peuvent être déterminés avec certitude, les frais correspondants sont imputés soit au compte prorata, soit à chaque entreprise en cours d'intervention sur le chantier (compte interentreprises) au prorata du total des travaux faisant l'objet du présent marché. La répartition de ces frais, établie par le Maître d'œuvre ou par l'O.P.C. est sans appel et est consignée au compte rendu de chantier.	Suivant montant établi par l'OPC et le Maître d'œuvre en fonction de l'intervention de l'entreprise spécialisée.
Taches d'entretien des installations d'intérêt commun.	200 € par jour calendaire
Bruits : bruits de chantier ou autres nuisances au-delà de la limite prescrite par les règlements et normes en vigueur et par jour de travail	200 € par jour de travail concerné
Espaces verts : la détérioration des protections d'arbres donnera lieu, outre la reconstitution de cette protection, à l'application d'une pénalité	200 € par protection concernée
Clôtures provisoires : défaut total ou partiel	200 €/ml de clôture concerné
Atteinte à la sécurité du chantier ou des personnes, dûment constatée par le coordonnateur Santé-Sécurité	750 € par jour calendaire
Non-respect du tri des déchets	200 € par constat
Non transmission de la traçabilité du tri des déchets	50 € par jour calendaire
Travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception. Cette pénalité sera appliquée à compter de la fin du délai fixé pour lever les réserves.	200 € par jour calendaire
Fourniture des DOE incomplets.	200 € par document et par jour calendaire de retard de fourniture dudit document
Levée d'une réserve par rapport au délai dont elle a été assortie dans le procès-verbal de réception des ouvrages	200 €uros par jour et par réserve
Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	1 000 € par jour calendaire.